

APPENDIX 2

Interview with Abdou Diouf, former President of Senegal (1981-2000)

Interviewer : Nathaniel Cogley (Ph.D. Candidate, Department of Political Science, Yale University) [French transcription by Fabrice Lorne]

April 14th, 2011

Paris, France

NC : Monsieur le Président, vous êtes devenu le Président de la République du Sénégal le 1er janvier 1981, quand l'ancien Président Léopold Senghor, volontairement démissionna de la Présidence au milieu de son cinquième mandat. Pouvez-vous, s'il vous plaît, nous décrire les motivations autour de cette transition pacifique du pouvoir à partir des perspectives suivantes : premièrement, d'après votre compréhension qu'est-ce qui avait motivé le Président Senghor à démissionner s'il avait pu rester au pouvoir plus longtemps ? Deuxièmement, qu'est-ce qu'il l'a motivé à vous choisir comme son successeur ? Et troisièmement, qu'est-ce qui vous a motivé, vous-même, à accepter cette responsabilité et ce poste de la Présidence ?

AD: Je vous remercie pour votre question. Je crois que les trois aspects de votre question sont liés. Ce qu'il faut savoir, c'est que le Président Senghor, n'a jamais été un homme de pouvoir. Lui même était un homme qui voulait servir son peuple. Comme il m'a enseigné à la faire. Euh, le Président Senghor a dit que ce qu'il voudrait que l'on retienne de lui plus tard, ce n'est pas son œuvre politique. Mais son œuvre littéraire, poétique et philosophique. Il dit : « Je suis tombé... je suis arrivé en politique par accident ! » et je crois que son but, pendant tout le temps qu'il était au pouvoir, c'était de servir son peuple, mais aussi de trouver quelqu'un en qui il trouverait les qualités lui permettant de continuer son œuvre. Donc, c'est très tôt que le Président Senghor m'a fait comprendre que j'étais celui qu'il aimerait voir lui succéder. Déjà, en 1964, il a dit à mon épouse, pas à moi, mais à mon épouse, sachant bien que mon épouse allait me le dire. Il m'a nommé à différents postes à côté de lui. J'ai été d'abord Gouverneur de région, directeur de cabinet du Président du ministre des Affaires étrangères. Mais à partir du moment où il a fait de moi son directeur de cabinet, il a entrepris avec beaucoup de vision, d'organisation et de méthode, il a entrepris de faire de moi son successeur. Et il m'a formé. Directeur de cabinet, de Directeur de cabinet je suis devenu Secrétaire général de la Présidence de la République. Ensuite brièvement, ministre du Plan et il a modifié, fait modifier la Constitution pour que je devienne premier ministre. Et ensuite il a fait modifier la Constitution pour que si le Président de la République démissionne, que ce soit le premier ministre en fonction qui continue le mandat. Donc il avait eu de la vision, mais il avait eu aussi de la détermination, dans le but qu'il s'était fixé. Et donc, comme moi même, j'étais déjà au courant de ses buts, j'ai été dans cette direction et c'était mon devoir aussi d'accepter de devenir Président de la République pour continuer l'œuvre de Senghor. Et cela s'est passé d'une façon très harmonieuse. Sa démission le 31 décembre 1980. Sa prestation de serment le 1er janvier 1981, et la suite.

NC : Monsieur le Président vous étiez un leader extrêmement éduqué, ayant terminé vos études de droit à la Sorbonne, et le Corps national de France de Haute Mer. À quel point

croyez-vous que votre niveau d'éducation avait affecté votre vue de pouvoir politique par opposition aux autres leaders africains qui sont peut-être issus de l'armée ou sont moins éduqués que vous ? Et croyez-vous, en général, qu'il y a des distinctions générales dans la manière dont les chefs d'État éduqués issus de la population civile et ceux qui sont issus de l'armée conçoivent le pouvoir politique ?

AD: Je crois que l'éducation joue un rôle. Mais je crois aussi que le plus important, c'est l'éthique. L'éthique personnelle. Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, comme je vous l'aie suggéré. Il y a des chefs d'État qui veulent devenir chef d'État pour dominer. Il y a des chefs d'État qui veulent devenir chefs d'État pour servir. Dans la mesure où on veut devenir chef d'État pour servir son peuple, on ne peut pas s'accrocher au pouvoir. On fait confiance au peuple. C'est le peuple qui est le souverain. C'est le peuple qui vous élit. Et quand le peuple dit : « je veux changer ». Vous acceptez d'accompagner le peuple dans ce changement, et vous faites autre chose. Je crois que c'est ça la vraie distinction. C'est une distinction éthique. Ce n'est pas une distinction de niveau d'éducation ? J'ai connu des ministres sénégalais, qui n'étaient pas très instruits, mais qui ont été de très bons ministres. Parce qu'ils étaient dévoués à la chose publique. J'ai connus des ministres sénégalais qui étaient très instruits, mais qui n'ont pas été de bons ministres, parce qu'ils n'étaient pas dévoués à la chose publique, ils croyaient que tout leur était dû. Je crois donc que c'est ça la distinction. En ce qui me concerne, quand même mon cas est un peu particulier, dans la mesure où j'ai été formé pour administrer et pour gérer. Vous avez dit tout à leur, que j'ai été diplômé de la Sorbonne, mais j'ai été breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, c'était une école qui formait les administrateurs de la France d'outre-mer. C'est-à-dire les hommes qui sont chargés d'administrer, de gouverner les hommes, et de servir l'intérêt général. Donc j'étais déjà formé, par conviction et par éthique j'étais comme ça, mais j'ai été formé aussi à cela, le culte de l'intérêt général, le culte de l'intérêt national, le culte de l'intérêt universel et non pas le culte de mon intérêt particulier, ou de l'intérêt de mon clan, ou de l'intérêt de ma tribu, ou de l'intérêt de ma famille. D'ailleurs, au Sénégal, vous n'avez même pas ce problème d'ethnie, de tribus... ça n'existe pas. Ce que... nous sommes vraiment une société très politisée, mais dedans le bon sens du mot, alors voilà. Donc moi je pense que la distinction ne se situe pas au niveau de l'instruction, elle se situe au niveau de l'éthique. La conception qu'on a du pouvoir.

NC : Monsieur le Président, en regardant en arrière, desquelles réussites ou décisions présidentielles êtes vous le plus fier ? Et quelle décision, si décision il y a, auriez-vous changé rétrospectivement ?

AD: Oh, j'ai fait tellement de choses. Rires, j'ai fait tellement de choses, euh, comme je vous l'ai dit j'ai eu une carrière quand même assez longue, j'ai été premier ministre pendant presque 11 ans. Président pendant un peu plus de 19 ans. Au total, trente ans au sommet de l'État entre premier ministre et Président. Sans compter que quand j'étais Secrétaire général de la Présidence de la République, je l'étais dans un système où il n'y avait pas de premier ministre. J'étais avec le Président Senghor et c'est moi qui coordonnais l'action gouvernementale, donc je suis..., vraiment j'ai été au cœur du pouvoir. J'ai exercé le pouvoir et... donc j'ai fait beaucoup de choses. Et quand j'étais

Président, je n'ai pas laissé un seul secteur de côté. Peut-être que si j'ai accentué mon effort, si j'ai eu un œil particulier, un accent particulier c'est au sujet, au profit du monde rural. Beaucoup plus qu'au profit du monde urbain. Parce que c'était la partie la plus faible. Je me suis beaucoup dévoué pour le problème de l'agriculture, le problème de l'hydraulique, le problème du désenclavement du pays, les routes, les pistes de productions. C'était beaucoup plus des choses comme ça. Mais en même temps, je me suis préoccupé du développement industriel, les grandes unités industrielles. Mon idée c'était que nos pays ne devaient pas seulement être des producteurs de matières premières. Et que toutes nos productions agricoles devaient être transformées surplace. C'est ainsi que toute la production arachidière du Sénégal était transformée en huileries surplace, dans les huileries, en huile surplace dans les huileries que nous avons. Et c'est ainsi que j'ai décidé que tous les phosphates que nous produisions devaient être, devenir des engrais et c'est pourquoi on a créé les UCS, les Industries chimiques du Sénégal. Pour les huileries, ça a été la SONACOS, et je suis beaucoup préoccupé du problème sucrier, la campagne sucrière de Sénégal comme premier ministre et comme Président, j'ai beaucoup poussé, pour qu'on cultive la canne à sucre et qu'on aille jusqu'à la production complète du sucre. Même chose pour la tomate, et pour d'autres produits de ce genre et en même temps dans le domaine des télécommunications, eu, j'ai dit un jour : « Mais nous devons avoir une grande société de communication ». À l'époque les télécommunications étaient dispersées dans plusieurs secteurs et nous avons créé la SONATEL. Et la SONATEL a été, j'espère qu'elle est toujours, la société de télécommunication la plus importante du pays, du continent et je suis fier, d'avoir été l'initiateur de la création de la SONATEL. Je suis, il y a beaucoup d'autres choses que l'on peut dire que je n'ai fait l'impasse sur aucune chose. Un seul regret, un seul regret. Quand je suis devenu Président, j'ai essayé de lutter contre la corruption. Le Sénégal n'était pas le pays le plus corrompu d'Afrique, hein ! Mais j'aimais ce qui était parfait. Euh j'ai dit : « Bon »... comme je ne peux pas toujours voir, la corruption elle est difficile à prouver. J'ai dit : « je vais m'attaquer aux signes extérieurs de richesse ». Et j'ai fait mettre en place une législation et une juridiction pour lutter contre les signes extérieurs de richesse qui me paraissaient bizarres. Mais ça, ça n'a pas été une réussite parce que je n'ai pas été aidé par personne. Ni par les magistrats, ni par les policiers, ni par mon peuple, et finalement, ce n'est une réforme qui n'a pas réussi comme je le voulais. Ça, c'est un regret que j'ai, parce que je pense que la corruption gangrène beaucoup nos sociétés. Mais encore une fois le Sénégal n'était le pays le plus corrompu, mais comme je vous l'ai dit j'ai voulu bien faire. Sur le plan extérieur, nous avons eu une politique extérieure vraiment dynamique. Partout dans tous les domaines. J'ai réussi à faire élire Monsieur Jacques Diouf comme Directeur général de la FAO. J'ai réussi à faire élire Monsieur Baba... Comme Président de la Banque africaine de Développement. Et dans d'autres secteurs encore nous avons eu des réussites comme ça. Sans compter que je me suis engagé résolument quand j'étais Président en exercice de l'organisation de l'unité africaine. Par deux fois, 85/86 et 92/93 je me suis engagé, résolument, dans la lutte pour l'éradication de l'apartheid. Pour que l'Afrique du Sud devienne une société libre. Libre, appartenant aussi bien aux noirs qu'aux blancs, qu'aux métisses, qu'aux Indiens qui peuplent ce beau pays. Et ce combat que j'ai mené avec d'autres, parce que d'autres organisations l'on menées, qui on conduit à la libération de Nelson Mandela. Avec l'arrivée de Frédéric Declercq au pouvoir. L'arrivée de Mandela au pouvoir et

l'éradication complète de l'apartheid. Donc ça, c'est une des choses dont je suis le plus fier.

NC : Monsieur le Président, est-ce que de manière générale, les populations africaines supportent et embrassent une plus longue durée au pouvoir pour les leaders que les populations occidentales ? Si oui, pourquoi ? Ceci est-il en train de change avec le temps ?

AD: Je crois en effet qu'au départ les populations Africaines voient un peu les Présidents avant, au début, tout à fait au début, après les indépendances, voient un peu les Présidents comme des Présidents éternels, à vie. Dans beaucoup de pays, pas Sénégal, quand même, pas au Sénégal, et Senghor contribué à dire quand même à dire que ça, ça ne peut pas existé. Mais vous avez vu que dans d'autres pays ou les Présidents a voulu resté trop longtemps ce qu'il s'est produit. Bon. Mais mon expérience, et ma conviction me disent qu'il ne faut pas rester trop longtemps. Et je crois que de plus en plus de pays africains le comprennent. De plus en plus de constitutions africaines limitent les mandats à deux. Souvent deux mandats de cinq ans. Et je crois que c'est largement suffisant. Ca permet, au chef d'État qui est en place se savoir qu'il a un temps limité pour faire le maximum qu'il peut faire. Et ça permet également aux autres hommes politiques d'être décrispés en sachant qu'ils ont la chance aussi d'accéder au pouvoir et d'apporter leur pierre, à la construction nationale. Je crois que de plus en plus c'est une idée qui se fait jour. Vous avez vus qu'au Niger, quand le Président Tandja a voulu briser cette close de la constitution. Il a eu des problèmes. Et je suis heureux de voir que les militaires qui sont venus au pouvoir ont fait une transition rapide et on permit l'élection du Président dans d'excellentes conditions. Donc, mon opinion c'est que de plus en plus, les élites africaines politiques, la société civile, et le monde entier considèrent que la limitation du mandat est une bonne chose pour permettre à une nation de se construire dans la paix et dans la stabilité. Votre pays, les États-Unis se portent très bien. Un Président ne peut pas faire plus de deux mandats de quatre ans, et bien c'est parfait. Et quelques fois même il n'en fait qu'un. C'est parfait. Moi je trouve que c'est ça la voie de la sagesse, je trouve que les sociétés africaines sont maintenant conscientes que c'est la voie qu'il faut suivre.

NC : Monsieur le Président, chaque fois qu'une élection arrive, le Président élu démocratiquement tel que vous même, ça pose la question de savoir, s'ils doivent ou non quitter le pouvoir ou briguer un autre mandat. Aux élections présidentielles de 2002, vous avez décidé après beaucoup de réflexion de briguer un cinquième mandat. Pouvez-vous nous plonger dans ce processus de réflexion qui vous a amené à prendre cette décision très importante ? Est-ce qu'il y une explication selon laquelle cette réflexion qui vous à mené à prendre cette décision était unique par opposition aux leaders du continent Africain ?

AD: Oui. Je crois qu'à l'époque la constitution du Sénégal permettait au Président de la République de briguer un autre mandat. Et... et... et mes, tous les camarades de mon parti qui me soutenaient, voulaient que je continue. Et... et... et donc j'ai accepté de continuer, après avoir réfléchi hein, j'ai accepté de continuer. Et je ne le regrette pas. J'ai organisé des élections parfaites. Tout à fait transparentes. J'ai nommé un ministre de

l'Intérieur qui n'était pas de mon parti, qui était un ancien militaire, un ancien Général, je l'ai mis là. J'ai fait en sorte que toutes les institutions qui devaient s'occuper des élections ne comportent pas de membres partisan de mon parti ou d'un autre partis, pour qu'il y ait une neutralité absolue. Les élections se sont passées dans les meilleures conditions. Je n'ai pas gagné. Et sans même, je n'ai même pas fait de recours. Je n'ai même pas attendu la proclamation des résultats. J'ai dit : « Monsieur Wade a gagné ! »

Je lui ai téléphoné. J'ai fait un communiqué et je suis parti. Nous avons fait une belle passation de sévices. Et puis je suis parti. Je pense que ce qui était important, ce n'était pas ma personne ou la personne de Monsieur Wade. Ce qui était important c'est que le Sénégal continue. Ce qui était important c'est que le Sénégal continue à être un exemple de démocratie. Ce qui était important, c'était la paix civile. Et un grand chef religieux a dit à quelqu'un qui est venu le voir en lui disant : « il faut prier pour que Abdou gagne les élections » et le chef religieux lui a dit : « Ah, je crois que vous n'avez pas parlé avec Abdou, parce que lui il est venu ici et il m'a dit de prier pour la paix. » Donc ça veut, pour moi ce qui était plus important dans mon échelle de valeurs, c'était la paix civile beaucoup plus que la victoire. J'ai perdu. Comme je le disais encore, c'est le peuple qui est souverain, il a décidé, je m'incline après je passe à autre chose. Il y a une vie après le palais, après le pouvoir.

NC : 20 years, he was very highly respected in the international community; people saw him as a very effective president. Did he feel it was a good time to end in an honorable way and not stay in a manner where people would view him differently?

AD : Je pensais que c'était le bon moment, mais quand même il faut dire les choses telles qu'elles sont, je me suis présenté pour gagner. Mais j'ai perdu, ça, il faut le dire. Il faut être honnête aussi, je me suis présenté pour euh. Mais après coup, je me suis dit que c'était une bonne chose, parce que si je ne m'étais pas présenté. Si je ne m'étais pas présenté. Je serais une sorte d'arbitre du jeu entre ceux qui se seraient présentés. Et le perdant aurait eu tendance à m'accuser d'avoir favorisé le vainqueur. Vous voyez ce que je veux dire, donc c'est une bonne chose que ce soit moi qui ai été candidat, vaincu et que j'ai reconnu immédiatement la victoire du vainqueur pour qu'ensuite le pays soit en paix. Je suis sûr que le Sénégal a gagné en crédibilité beaucoup plus par cette défaite et l'exemple extraordinaire que nous avons donné au monde, à l'Afrique, au monde. Je suis sûr que c'était beaucoup mieux pour le Sénégal que je perds que de me voir gagner et ensuite avec des contestations : « Oui, mais... il a ;. On a triché. On a fraudé... » Même si ce n'était pas le cas. Je pense que c'était ça. Mais c'est après coup que j'ai fait ce raisonnement, que c'était bien que les choses se soient passées comme ça.

NC : Monsieur le Président, y a-t-il des qualités personnelles spécifiques ou des différences biographiques qui distinguent les chefs d'État qui quittent volontairement le pouvoir comme vous même, des autres qui tentent de s'agripper d'une manière indéfinie ?

AD: Monsieur Cogley, c'est ce que je vous ai dit au départ. C'est la conception du pouvoir. Il y a ceux qui considèrent que le pouvoir c'est fait pour dominer, pour régner. Et il y a ceux qui considèrent que le pouvoir c'est fait pour servir le peuple. Donc s'il y a... si vous considérez que le pouvoir c'est fait pour servir le peuple et que c'est le peuple qui

le donne. Si le peuple vous dit : « Je ne veux plus de vous, je veux quelqu'un d'autre. » Vous vous inclinez et vous partez. Mais si vous considérez que le pouvoir est fait pour dominer, évidemment ça produit des catastrophes comme ce que vous venez de voir en Côte-d'Ivoire. Le problème est là. Il faut, vous savez il y a un de mes collègues-chef d'État, dont je ne vous parlerai pas, dont je ne vous donnerai pas le nom. Qui est venu me voir un jour au Sénégal et qui me dit : « Tu sais, moi j'ai fait telle chose, j'ai fait telle chose, j'ai fait telle chose, j'ai fait telle chose, voilà voilà... » je dit : « mais, tu sais moi, ici, au Sénégal, je ne pourrai pas faire ça, comme ça... au Sénégal, il a telle, telle, telle, contrainte qui font que moi, je ne peux pas faire ça, et puis moi personnellement, je ne peux pas faire ça. » Il me dit... Il me répond : » bref, tu régnes, mais tu ne gouvernes pas. »[President Diouf mispeaks here, and corrects himself bellow]. Je dis : » parfaitement, moi je préfère gouverner, plutôt que régner. » .. Alors lui il se voyait comme un Roi, moi je me voyais comme un serviteur. C'est toute la différence. Oui oui tendis que lui il m'a dit : « Bref, toi tu gouvernes, mais tu ne régnes pas. » Voilà, exactement, c'est ça, il m'a dit, il m'a dit : « Bref, toi tu gouvernes, mais tu ne régnes pas ;» .. J'ai dit : « Oui, effectivement, moi je gouverne, mais je ne règne pas. Moi je ne suis pas un Roi, je ne ma considère pas comme un Roi, mais comme un serviteur. » Donc tu as raison Julie ou Judith de me rectifier.

NC : He is going to be viewed very positively in history. And the other presidents who are part of this project are likely to be viewed positively in history as well. The way that he was very peaceful and diplomatic in his exit is just a part of that. Does he think that some presidents appreciate history more than other presidents? Maybe the ones that will do anything to stay, they don't appreciate history and how history will look upon them?

AD : Paradoxalement, je pense que c'est le contraire. Paradoxalement, je pense que c'est le contraire. Je pense que les Présidents qui font leur devoir, sans se soucier de savoir s'ils ont une belle image, si l'histoire va retenir une trace d'eux ou non. Ce sont ceux-là qui resteront dans l'histoire. Et ce sont les Présidents qui sont soucieux toujours d'être, de marquer, de regarder toujours est-ce qu'ils font bien et est-ce que... comme j'ai dit les Présidents qui sont soucieux de sculpter leur statue. Ceux-là je crois que ce sont les perdants de l'histoire. Moi, je ne me suis jamais préoccupé de ce que l'histoire pouvait penser de moi. Je me suis préoccupé de faire mon devoir, de faire mon devoir. Je me suis préoccupé d'être proche de mon peuple de la servir. Mais il y a beaucoup de Présidents qui veulent faire une politique de prestige, et ils pensent que c'est la politique de prestige qui va faire que leur nom sera retenu par l'histoire. Ils peut-être raison, mais moi je trouve qu'ils ont tort. Ce qui est important c'est d'agir en fonction de sa conscience. Et de faire ce que l'on estime de bien, encore une fois on rencontre le problème l'éthique et de l'image. Moi, pour moi, c'était l'éthique, ce que je trouve moralement bon. Et il y a des gens qui estimaient qu'ils devaient faire quelques choses qui les feraient briller, qu'ils devaient être flamboyants, qu'on les voit partout. Ce n'était pas ma conception, moi ma conception était faite de beaucoup plus d'humilité, et de simplicité et d'efficacité, d'efficacité dans l'action de tous les jours en dépit de nos faibles moyens pour servir nos populations.

NC : Monsieur le Président, actuellement les sciences politiques fonctionnent selon une hypothèse occidentale pessimiste, de la maximisation de la durée du leadership qui est

l'objectif (premier ou primaire) et universel des leaders en Afrique et partout ailleurs, est de maximiser la durée au pouvoir. Bien sûr qu'il y a toujours des exceptions à toutes suppositions en général, comme vous même. Mais en générale, est-ce que ça, c'est un bon moyen pour les académiciens occidentaux de réfléchir sur les motivations des leaders en Afrique, ou y a-t-il un meilleur moyen ?

AD: C'est tout le problème de la durée du pouvoir. La durée au pouvoir. Encore une fois je considère, compte tenu de mon expérience, compte tenu des exemples que j'ai vécu. Compte tenu des enseignements que j'ai reçus du Président Senghor, qui était un grand pédagogue. C'était un professeur, par formation, c'est un professeur. Et c'était un homme qui faisait toujours de la pédagogie, par l'exemple, par la parole, par ses actions. Toujours un exemple, et il m'expliquait toujours pourquoi il avait fait telle ou telle chose, et je considère encore une fois, que le problème de la durée du pouvoir, pour un homme, c'est pas important. Ce qui est important c'est le problème de bonne transition du pouvoir. Que ce soit transmission dans le même camp comme Senghor l'a fait. Que ce soit transmission par alternance politique comme ça s'est fait entre moi-même et le Président Wade. C'est ça qui est important, et la continuité de la nation, la continuité de L'État pour que la politique puisse servir toujours, les populations, mais non pas les hommes, et leur prestige et leur ego, ça, ce n'est pas important. Donc je pense d'ailleurs que de plus en plus dans l'histoire humaine, il ne faut pas compter avec des hommes providentiels. Ceux que j'appelle les pères de la nation, ça, ça n'existe plus, père de la patrie. Ce qui est important ce sont des équipes soudées, ce qui est important c'est la bonne gouvernance. Et qui dit bonne gouvernance, dite éthique, pour aller toujours dans le sens des populations. Et quand on a fait deux mandats de cinq ans, je pense qu'on peut laisser la place à d'autres et le pays continue. Le Sénégal n'est pas le plus malheureux des États, bien qu'il soit très pauvre, ça continue, le Sénégal continue. Il n'a pas les soubresauts que vous avez d'en d'autres pays.

NC : Monsieur le Président, aujourd'hui les leaders en Afrique semblent statistiquement plus volontaires à quitter le pouvoir que le faisaient leurs prédécesseurs. Et pourrions-nous conclure que les leaders d'aujourd'hui désirent autant rester au pouvoir que leurs prédécesseurs, mais que la société exerce assez de pression sur eux pour qu'ils quittent, ce qui fait que rester au pouvoir n'est plus une option valable ?

AD: Rire... Et bien vous avez donné la conclusion. Je pense qu'il y a des leaders qui ne veulent pas rester longtemps au pouvoir. Il y a des leaders qui voudraient rester au pouvoir longtemps. Mais ce qui est le plus important c'est que les peuples n'acceptent plus que les leaders restent au pouvoir trop (très) longtemps. C'est ça la bonne décision. Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est le peuple qui est souverain, et les peuples n'acceptent plus que les leaders restent au pouvoir trop longtemps. C'est pourquoi encore une fois, il faut que les gens appliquent partout la limitation des mandats, et loyalement ! Loyalement! Deux mandats de cinq ans c'est vraiment largement suffisant et le relais passe.

NC : Monsieur le Président, à quel point la pression internationale occidentale, si pression il y a, est responsable du fait du nombre croissant de leaders qui choisissent de

quitter volontairement le pouvoir suivant la période de la fin de la guerre froide, 1990 ?

AD: Oui, je pense que le dernier mot appartient toujours au peuple et bien entendu nous ne vivons pas dans un monde clos. Nous vivons chaque nation, c'est l'air de l'interdépendance. Il est certain que la communauté internationale joue un rôle important, et que les pressions internationales, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique et financier ont aidées les, certains dirigeants a prendre d'avantage conscience de la nécessité de l'alternance politique, ça, c'est sûr. Mais encore une fois je crois que les peuples sont devenus beaucoup plus mûrs, beaucoup plus conscients du fait que les Présidents qui sont trop longtemps au pouvoir ce n'est pas une bonne chose.

NC : He's already mentioned that he's not interested in maximizing prestige or things like that, but whether he wants to be or not, he is an historical figure. He is in the encyclopedia, etc. Given that, how would he like to be remembered by historians in the future?

AD : Un homme de paix. Un serviteur exemplaire. C'est tout. Un artisan beaucoup plus qu'un artiste... Oui parce qu'euh... dans la notion d'artiste il y a une notion de flamboyance, de brillance. Tandis que dans la notion d'artisan il y a la notion d'humilité, mais de travail bien fait. Efficacement avec détermination. Avec humilité, avec simplicité, mais courageusement, jusqu'au bout et au service du peuple. C'est ça.

NC : Monsieur le Président, vous avez vécu la dynamique relationnelle entre les anciens chefs d'État et les chefs d'État en exercice venant de toutes les perspectives possibles. Comme vous le savez, ces relations sont parfois paisibles et parfois elles sont extrêmement tendues, impliquant des accusations et des emprisonnements ? Pouvez-vous nous parler, d'une manière générale, de l'importance des relations entre un ancien chef d'État et un chef d'État en exercice sur le continent africain ? Et quels sont selon vous les principes qui doivent guider cette relation ?

AD: Je crois que, euh... je vais quand même partir d'un cas personnel et je vais ensuite élargir. Quand je, quand j'ai reconnu la victoire de Maître Abdoula Wade, pour bien lui laisser toute la place. Je n'ai même pas voulu prendre la radio ou la télévision pour parler. Je n'ai même pas voulu présider au dernier conseil des ministres. J'ai fait un communiqué pour dire, je lui ai téléphoné, et puis j'ai fait un communiqué pour dire au peuple que je lui avais téléphoné pour reconnaître sa victoire. J'ai dit, j'ai j'ai j'ai dit ça d'une formule, j'ai dit : » maintenant moi je me retire dans l'ombre. Et lui doit aller, doit être en pleine lumière ». C'est comme ça. Je n'étais plus le Président de la République. Lui, il était le Président. C'est lui qui doit être au-devant de la scène. Il ne peut pas y avoir deux Présidents. Alors, ce que je veux dire, c'est qu'il faut que, que les deux : le successeur et le prédécesseur se respectent chacun dans son rôle. Moi, je respecte le Président Wade, en dehors de ses qualités personnelles, je le respecte en tant que Président de la République du Sénégal, qui doit guider le Sénégal. Et je m'interdis de dire un seul mot sur son action. Je m'interdis de dire un seul mot sur son action. Et lui aussi, il me respecte en tant qu'ancien Président. Il me donne un statut d'ancien Président de la République. Il respecte tout ce qui est contenu dans la loi concertante statut d'ancien Président de la

République. Nous avons de bonnes relations personnelles. Nous, nous parlons de temps en temps. Dans les conférences internationales, nous sommes souvent ensemble. Des relations cordiales, amicales, mais dans le respect des, du statut de chacun. Le Président actif, qui est le Président actuel du Sénégal et l'ancien qui n'a le pouvoir et qui a son statut d'ancien Président de la République. Je pense que c'est ça. Il faut surtout que chacun respecte le poids de l'autre, et surtout il faut éviter, ce que j'appelle le complexe du comparatif. Moi j'ai fait ça, mais lui il a fait ça. Bon moi à sa place j'aurais fait cela. Pouri il est ? Non ! On est plus là dedans. Lui il est aux prises avec les problèmes, il les résout comme il l'entend. Il les résout comme il l'entend. Et moi, quand j'étais là, je les ai résolus comme je l'entendais. Donc on ne fait pas de comparatif. Voilà. Moi, c'est comme ça que je vois les choses. Si on fait ça, les choses sont claires, les choses sont simples et les choses sont pacifiques. Un climat politique apaisé, et le pays continu.

An s'ils ont la conscience tranquille, ils n'ont pas à craindre d'être persécuté. S'ils ont la conscience tranquille. Je ne suis pas pour l'impunité non plus. Quelqu'un ayant été Président a fait des choses inacceptables. Mais cela dit, je pense effectivement que si dans chaque pays, il y un statut, qui est prévu pour l'ancien Président, il sera plus enclin à quitter le pouvoir sans difficulté que s'il n'a pas de statut. Mais on ne peut pas dire à un Président aussi : « Faites ce que vous voulez pendant que vous êtes au pouvoir » et si vous quittez le pouvoir il ne vous arrivera rien parce que... ça dépend de ce qu'il fait. Est-ce qu'il a été un Président honnête, sérieux, est-ce qu'il a été un Président juste, loyal vis-à-vis de son peuple et vis-à-vis des autres. Mais pour revenir à votre question, je pense effectivement, qu'il faut chaque fois penser au statut des anciens Présidents. De façon à ce qu'il soit encouragé à quitter le pouvoir sans s'accrocher au pouvoir.

C'est moi qui vous remercie !

... oui je ne le dirai peut-être pas avec les mêmes mots, parce que c'est une improvisation...rires... Bon vous reposez la question alors...

NC : Monsieur le Président vous étiez un leader extrêmement éduqué, ayant terminé vos études de droit à la Sorbonne, et le Corps national de France de Haute Mer. À quel point croyez-vous que votre niveau d'éducation avait affecté votre vue de pouvoir politique par opposition aux autres leaders Africains qui sont peut-être issus de l'armée ou sont moins éduqués que vous ? Et croyez-vous en général qu'il y a des distinctions générales dans la manière dont les chefs d'État éduqués issus de la population civile et ceux qui sont issus de l'armée conçoivent le pouvoir politique ?

AD: Je ne crois pas que ce soit une question de niveau d'éducation. Je pense que c'est surtout une question d'éthique, de comportement ; vous savez, il y des gens qui considèrent que gouverner, que diriger le peuple c'est régner sur le peuple. Il y des gens qui considèrent que diriger le peuple, c'est servir le peuple. Et c'est une question d'éthique à mon avis, beaucoup plus qu'une question d'éducation. J'ai connu des ministres sénégalais qui n'avaient pas ne niveau d'éducation très élevé, mais qui ont été d'excellent ministres. Parce qu'ils se sont surtout préoccupés, de sévir le peuple. J'ai connu des ministres sénégalais qui avaient niveau d'instruction plus élevé, mais qui ont été de

mauvais ministres, parce qu'ils se sont surtout préoccupés de leur gloire personnelle, de leur rayonnement personnel, beaucoup plus que de servir le peuple. Donc ce n'est pas à ce niveau là que les choses se situent. En ce qui me concerne, évidemment, c'est un cas encore plus particulier. Parce que moi j'ai été formé dans l'École nationale de la France pour administrer, pour gouverner. Et moi mon éthique personnelle coïncidait avec cette formation que j'ai reçue. Je devais m'occuper des populations en les servant. Mais je ne devais me servir des populations pour ma gloire personnelle. Et c'est comme ça que j'ai conçu le pouvoir, et c'est comme ça que je l'ai exercé. Servir le Peuple. Jusqu'au bout. Mais ne jamais me servir du peuple. Pour faire ma propre image, pour sculpter ma statue. Pour faire ma gloire personnelle. Pour mon image. Une image brillante. Voilà, c'est comme ça que je conçois le pouvoir. Cette idée du pouvoir.

J'espère que cette fois-ci ça va !